

N° AP 24/86

ARRETE

CONSIGNATION DES INDEMNITES D'EXPROPRIATION AU PROFIT DE MONSIEUR BOUTON JEAN-BAPTISTE PROJET DE REALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX DE MISE EN SECURITE ET DE CONFORTEMENT DU MONT-FARON SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté préfectoral pris le 12 juillet 2022 déclarant d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires au projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron sur le territoire des communes de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon,

VU l'arrêté de cessibilité du 10 octobre 2022 pris par Monsieur le Préfet du VAR, déclarant cessibles au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée tout ou partie d'immeubles et de droit réels immobiliers nécessaires à la réalisation du projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron sur le territoire de la commune de Toulon,

VU l'ordonnance d'expropriation rendue par Monsieur le Juge de l'Expropriation du Tribunal Judiciaire de Toulon, du Département du Var, en date du 30/12/2022, publiée le 28/08/2023 sous les références 2023P n°19168 au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, concernant notamment la parcelle cadastrée section EV n°323 situé au lieu-dit « l'Hubac » d'une superficie de 1 875 m² sur la commune de TOULON,

VU le jugement en fixation d'indemnités en date du 16 février 2024 rendu par la chambre de l'expropriation du Tribunal judiciaire de TOULON, fixant les indemnités relatives à la parcelle sus-désignée, au profit de Monsieur BOUTON Jean-Baptiste, soit 5 737 € remploi compris,

VU le défaut de transmission de pièces justificatives requises pour le paiement de l'indemnité,

VU que la parcelle désignée ci-avant est libre de toutes charges, privilèges ou hypothèques,

A R R E T E

ARTICLE 1

La somme ci-après est consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de la prise de possession des parcelles pour travaux, conformément aux articles L.231-1 et R.323-8 du Code de l'Expropriation soit :

- CINQ MILLE SEPT CENT TRENTE SEPT EUROS ET ZERO CENTIME (5 737,00 €).

ARTICLE 2

Les crédits sont inscrits à l'opération N°23-150 AP-CP FARON - budget principal.

ARTICLE 3

Madame le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargée de l'exécution de cet arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur BOUTON Jean-Baptiste.

ARTICLE 4

La somme désignée ci-dessus pourra être déconsignée uniquement sur autorisation de l'autorité expropriante.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

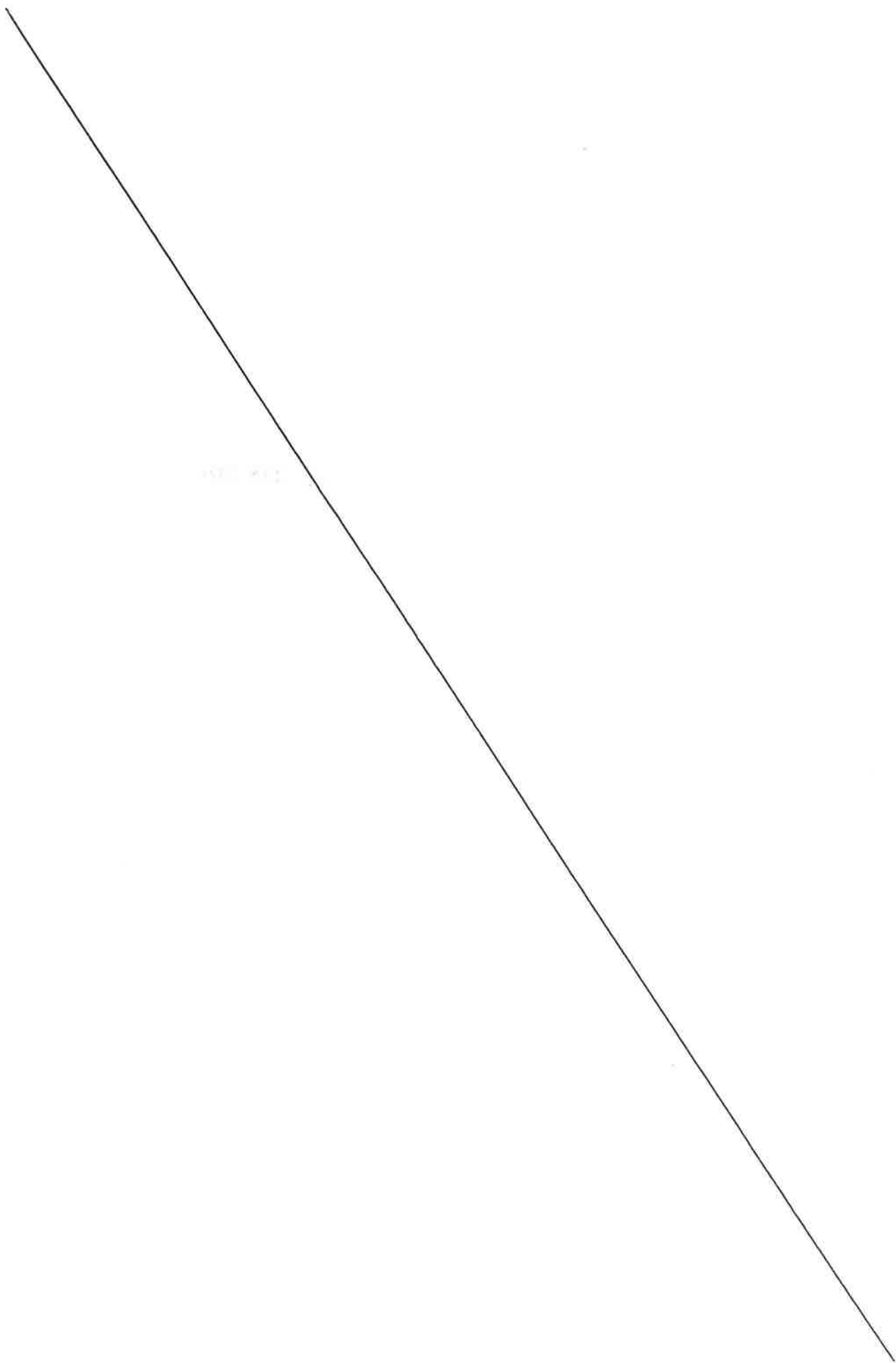
Fait à Toulon, le **25 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



A large, stylized handwritten signature in blue ink, located below the printed name of the President.



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

déclarant d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires
au projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron sur le territoire
des communes de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon ;

au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Le préfet du Var,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L1, L110-1, L112-1, L121-1, L122-1, L122-2, L122-3, L122-5, L122-6, L122-7, L131-1, R111-1, R121-1, R122-2 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L122-1 et suivants relatifs à l'étude d'impact, L123-1 et suivants relatifs aux enquêtes publiques, L126-1 relatif à la déclaration de projet, R122-1 et suivants, R123-1 et suivants, R126-1 et suivants ;

Vu le code forestier ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 portant nomination de M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/17/MCI du 28 avril 2022 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Toulon du 23 mai 2018 donnant mandat à MTPM pour conduire l'ensemble de la procédure ;

Vu la délibération du conseil métropolitain de MTPM du 21 juin 2018 approuvant la conduite par MTPM des procédures environnementales, y compris de concertation publique et d'acquisitions foncières forcées pour la ville de Toulon et son propre compte, et autorisant son président à solliciter auprès du préfet toutes les autorisations nécessaires à la réalisation du projet et à signer tout acte ou document en ce sens ;

Vu la délibération du conseil métropolitain de MTPM du 21 septembre 2018 approuvant le bilan de la concertation préalable pour la mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu l'avis du conseil national pour la protection de la nature en date du 15 février 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2019 portant dérogation à l'interdiction de destruction, d'altération d'habitats d'espèces protégées et de destruction d'espèces protégées dans le cadre du projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) du 20 mars 2019 (1^{er} avis) sur les travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulon avec le projet ;

Vu le mémoire en réponse du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale du CGEDD du 20 mars 2019 ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions motivées du 24 juin 2019 relatifs à l'enquête publique concernant la déclaration de projet portant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Toulon avec le programme de travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu la délibération du conseil métropolitain de MTPM du 3 octobre 2019 prononçant l'intérêt général de l'opération et l'adoption de la déclaration de projet emportant approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme de la ville de Toulon relatives aux travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu la délibération du conseil métropolitain de MTPM du 10 décembre 2019 approuvant le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2019 autorisant les travaux envisagés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour chaque secteur, excepté les merlons CT3 et Vallon des Hirondelles ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du CGEDD du 24 mars 2021 (2^e avis) sur les travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu le mémoire en réponse du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale du CGEDD du 24 mars 2021 ;

Vu la délibération du conseil métropolitain de MTPM du 25 mars 2021 sur les incidences notables du projet sur l'environnement ;

Vu l'absence de délibérations des conseils municipaux des communes de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon sur les incidences notables du projet sur l'environnement ;

Vu le dossier d'enquête publique unique, déposé le 19 juillet 2021, comportant, notamment, le bilan de la concertation, l'étude d'impact, la déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Toulon avec le projet, les avis de l'autorité environnementale du CGEDD, du conseil national de protection de la nature et

l'examen conjoint des personnes publiques associées du 6 février 2019, les réponses du pétitionnaire à ces avis et l'avis du conseil métropolitain sur les incidences notables du projet sur l'environnement ;

Vu la décision du 21 juillet 2021 n°E21000041/83 du tribunal administratif de Toulon portant désignation d'un commissaire enquêteur afin de procéder à l'enquête publique unique pour le projet de travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique, du 27 septembre au 29 octobre 2021 inclus, au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à la mairie de Solliès-Toucas ;

Vu le rapport unique et les avis motivés du commissaire enquêteur du 29 novembre 2021, accompagnés de leurs annexes, relatifs à l'utilité publique du projet, à la cessibilité du foncier nécessaire au projet, sur le territoire des communes de Cuers, Solliès-Toucas et de Toulon ;

Vu la lettre du 4 juillet 2022 du président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sollicitant la déclaration d'utilité publique du projet et la déclaration de cessibilité ;

Vu le document prévu à l'article L122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et annexé au présent arrêté, exposant les motifs et considérations et justifiant le caractère d'utilité publique du projet ;

Considérant que la procédure a été régulièrement menée ;

Considérant que les avantages attendus de la réalisation de ce projet sont supérieurs aux inconvénients qu'il est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux rendus nécessaires pour le projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron sur le territoire des communes de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, conformément au plan général des travaux joint au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et au document exposant les motifs et considérations produit en annexe du présent arrêté.

Article 2 :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles ou parties d'immeubles nécessaires à la réalisation de ce projet. Les emprises à acquérir en pleine propriété sur des immeubles soumis au régime de la copropriété (loi du 10 juillet 1965 modifiée) seront distraites de la copropriété.

Article 3 :

La présente déclaration d'utilité publique a une durée de validité de cinq ans. Les expropriations éventuellement nécessaires à la réalisation du projet devront être réalisées avant l'expiration de ce délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 :

Conformément aux articles L122-1 et L122-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le document joint au présent arrêté, en annexe 1, expose les motifs et considérations justifiant de l'utilité publique des projets et les mesures prévues à l'article L122-1-1 alinéa I du code de l'environnement afin d'« éviter, réduire, compenser » les incidences notables du projet sur l'environnement.

Article 5 :

Conformément à l'article L122-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, aux délibérations sus-visées du conseil municipal de la ville de Toulon du 23 mai 2018 et du conseil métropolitain du 21 juin 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargée de conduire la procédure d'acquisition foncière en cas d'expropriation, pour le compte de la ville de Toulon et son propre compte.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché, pendant deux mois, au siège de la métropole Toulon Provence Méditerranée, en mairies de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon, aux lieux habituellement prévus à cet usage, à la diligence du président et des maires concernés.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var et également mis en ligne sur le site Internet des services de l'État dans le Var :

<http://www.var.gouv.fr/toutes-les-enquetes-publiques-cloturees-r2082.html>

Pendant la même période, ses annexes seront tenues à la disposition du public pour y être consultées, au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et en mairie de Solliès-Toucas, ainsi qu'au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var.

Une mention de cet affichage et de cette mise à disposition du public des annexes sera insérée sous la forme d'un avis au public dans un journal diffusé dans le département, sur ma demande et à la charge de la métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, devant le tribunal administratif de Toulon, dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, les maires des communes de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au directeur départemental des finances publiques du Var, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur par intérim, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, à la présidente du tribunal administratif de Toulon et au commissaire enquêteur.

Fait à Toulon, le 12 JUL. 2022

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Lucien GIUDICELLI



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

déclarant cessibles, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM),
tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers nécessaires à la réalisation
du projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron
sur le territoire de la commune de Toulon.

Le préfet du Var,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L1, L122-6, L122-7, L132-1, L132-2, L221-1, R132-1 et suivants, R221-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 portant nomination de M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022/17/MCI du 28 avril 2022 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Toulon du 23 mai 2018 donnant mandat à MTPM pour conduire l'ensemble de la procédure ;

Vu la délibération du conseil métropolitain de MTPM du 21 juin 2018 approuvant la conduite par MTPM des procédures environnementales, y compris de concertation publique et d'acquisitions foncières forcées pour la ville de Toulon et son propre compte, et autorisant son président à solliciter auprès du préfet toutes les autorisations nécessaires à la réalisation du projet et à signer tout acte ou document en ce sens ;

Vu le dossier d'enquête publique unique, déposé le 19 juillet 2021, comportant, notamment, les éléments mentionnés à l'article R131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le bilan de la concertation, l'étude d'impact, la déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Toulon avec le projet, les avis de l'autorité environnementale du CGEDD, du conseil national de protection de la nature et l'examen conjoint des personnes publiques associées du 6 février 2019, les réponses du pétitionnaire à ces avis et l'avis du conseil métropolitain sur les incidences notables du projet sur l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique, du 27 septembre au 29 octobre 2021 inclus, au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à la mairie de Solliès-Toucas ;

Vu le rapport unique et les avis motivés du commissaire enquêteur du 29 novembre 2021, accompagnés de leurs annexes, relatifs à l'utilité publique du projet, à la cessibilité du foncier nécessaire au projet, sur le territoire des communes de Cuers, Solliès-Toucas et de Toulon ;

Vu la lettre du 4 juillet 2022 du président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sollicitant la cessibilité du foncier sur le territoire de la commune de Toulon et nécessaire au projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2022 déclarant d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires au projet de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron sur le territoire des communes de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon ;

Considérant que la procédure a été menée régulièrement ;

Considérant qu'il convient de déclarer cessibles tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers, situés sur le territoire de la commune de Toulon pour permettre la réalisation des travaux ;

Considérant que les avantages attendus de la réalisation de ce projet sont supérieurs aux inconvénients qu'il est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

Considérant que le projet a pour but de protéger les populations et les biens situés dans les zones d'instabilité rocheuse importante du Mont-Faron et d'en prévenir les risques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La procédure de maîtrise foncière est portée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La cessibilité ne concerne pas le projet « CT3 » qui fera l'objet, en raison d'une recherche de solution de moindre impact sur l'environnement, d'une enquête parcellaire complémentaire. En conséquence sont déclarés cessibles, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée tout ou partie des immeubles et des droits réels immobiliers nécessaires à la réalisation du programme de travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont-Faron, hors projet « CT3 », situé sur le territoire de la commune de Toulon, conformément aux états parcellaires, aux plans parcellaires et aux extraits de plans cadastraux dressés à partir des documents d'arpentage annexés au présent arrêté.

Article 2 :

Le présent arrêté sera à afficher, pendant deux mois en mairie de Toulon et au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, aux lieux habituellement prévus à cet usage, à la diligence du maire et du président.

Il sera également mis en ligne sur le site Internet des services de l'État dans le Var :
<http://www.var.gouv.fr/toutes-les-enquetes-publiques-cloturees-r2082.html>

Pendant la même période il sera tenu avec ses annexes à la disposition du public, pour y être consultés, en mairie de Toulon et au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi qu'au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var.

Le présent arrêté sera également inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Le présent arrêté et ses annexes seront notifiés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée aux propriétaires concernés.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulon, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de son affichage ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le maire de la commune de Toulon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, et au commissaire enquêteur.

Fait à Toulon, le 10 OCT. 2022
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Lucien GIUDICELLI

Annexes :

Annexe 1 : 2 états parcellaires de cessibilité de la commune de Toulon

Annexe 2 : 32 plans parcellaires

Annexe 3 : 11 extraits de plans cadastraux

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON

JUGE DE L'EXPROPRIATION DU VAR

EXTRAIT
des Minutes du Greffe
du Tribunal judiciaire de Toulon

DOSSIER : N° RG 22/00015 - N° Portalis DB3E-W-B7G-L2F6

AFFAIRE : TPM C/BURGARD et autres

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

MINUTE N°22/ 31

ORDONNANCE D'EXPROPRIATION

L'AN DEUX MIL VINGT DEUX ET LE TRENTE DECEMBRE ;

En notre cabinet, au siège du Tribunal Judiciaire de TOULON ;

Nous, Olivier LAMBERT, Juge de l'Expropriation pour le département du Var, désigné par Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence en conformité des dispositions des articles R.211-1 à R.211-4 du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Assistée de Madame DAGUENET, greffier de la juridiction désignée conformément aux dispositions de l'article R. 211-5 dudit code ;

Vu les articles L.221-1 à L.222-3 et R.221.1 à R.221-4 du même code ;

Vu la requête de Monsieur le préfet du Var en date du 02 novembre 2022, l'ensemble des pièces du dossier qu'il nous a adressées ;

Vu la lettre de transmission du dossier à Monsieur le préfet du Var, faite le 06 juillet 2022, par M. Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, autorité expropriante ;

Vu l'arrêté de Monsieur le préfet du Var en date du 12 juillet 2022 intervenu ensuite de l'enquête prévue par les articles L.1, L.110-1 et R.121-1 à R.241-1 du code susvisé, lequel a déclaré d'utilité publique la réalisation du programme de travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont Faron sur le territoire de la commune de TOULON ;

Vu le plan parcellaire des terrains ou bâtiments à exproprier et la liste des propriétaires établis en conformité de l'article R. 131-3 du code susvisé ;

Vu l'arrêté de Monsieur le préfet du Var en date du 06 août 2021 ordonnant l'ouverture de l'enquête parcellaire prescrite par les articles R.131-3 à R.131-13 dudit code, désignant M. Bernard ARGOLAS en qualité de commissaire-enquêteur et précisant toutes les formalités, délais, lieux et heures de cette enquête, ainsi qu'il est prescrit à l'article R.112-19 et R.112-20 sus-énoncés ;

Vu l'avis d'enquête publique,

Vu les extraits de journaux Var Matin et La Marseillaise des 8 et 27 septembre 2021,

Vu la mise en ligne de l'avis d'enquête sur le site internet des Services de l'Etat du Var, le 06 septembre 2021,

Vu les certificats d'affichage de l'avis d'ouverture d'enquête unique en mairies de Cuers, Solliès-Toucas et Toulon,

Vu le constat d'affichage de Me Nicolas DENJEAN-PIERRET, Commissaire de Justice, de l'avis d'enquête à l'Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et sur le site des 7, 20 septembre et 29 octobre 2021,

Vu les copies des notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie de TOULON, faites par lettres recommandées, ensemble les accusés de réception desdites lettres adressées aux propriétaires intéressés, tels qu'ils figurent sur la liste établie en conformité de l'article R.131-3 dudit code, savoir :

- M. Jean-Claude BEAUSSIER, AR signé le 06 septembre 2021,
- Mme Annie ALLEGRE, AR signé le 03 septembre 2021,
- M. Jean-Didier CAVALLLO, AR, signé le 02 septembre 2021,
- Mme Brigitte BURGARD épouse BESACIER, AR signé le 14 septembre 2021
- Mme Christine HEQUET épouse BURGARD, AR signé le 03 septembre 2021
- Mme Véronique BURGARD, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Didier DOUMERC, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Jean ROSSETTO pour la sté BOURSEAU ROSSETO IMMOBILIER, AR signé le 03 septembre 2021
- Mme Marina PISKORSKY épouse SAVATIER, AR signé le 03 septembre 2021
- Mme Michèle BARBERO divorcée IZQUIERDO, AR signé le 07 octobre 2021
- Mme Michèle BARBERO divorcée IZQUIERDO, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Jean-Paul BARBERO, AR signé le 08 octobre 2021
- M. Maxime NICOLAIEFF, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Luc NICOLAIEFF, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Michel NICOLAIEFF, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Franck NICOLAIEFF, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Robert GUIZIEN, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Jean-Marc GUIZIEN, AR signé le 03 septembre 2021
- Mme Micheline BRACCIOTTI Veuve GUIZIEN, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Sébastien ADAM, AR signé le 30 septembre 2021
- M. Maurice BONADEI, AR signé le 02 septembre 2021
- Mme Annie JOLY épouse BONANDEI, AR signé le 06 septembre 2021
- M. Michel BARRY, AR signé le 02 septembre 2022
- Mme Lydie KOSHELEFF épouse ROZIER, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Bruno MARTINEZ, AR signé le 02 septembre 2021
- Mme Hélène FAUCOUNEAU épouse MARTINEZ, AR signé le 02 septembre 2021
- Mme Hélène COURET épouse GEYSSENS, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Jérôme RENAUDIN, AR signé le 06 septembre 2021
- Mme Patricia PELLAT-FINET épousr RENAUDIN, AR signé le 06 septembre 2021
- MM. Michel et Guido PARTOUCHE pour la SCI LES HAUTS FARON, AR signé le 02 septembre 2021
- Mme Georgette NORDIO épouse CHOUCHANA, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Franck NARI, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Jean-Claude NARI, AR signé le 03 septembre 2021
- M. Michaël NARI, AR signé
- Mme Valérie NARI, AR signé
- M. Claude ROBINET, AR signé le 02 septembre 2021
- Mme Hélène PAOLETTI épouse ROBINET, AR signé le 02 septembre 2021
- M. Xavier PICCHIOLI pour la SCI OMNICON, AR signé le 04 septembre 2021
- M. Jean-Claude DURNEY, AR signé
- Mme Bernadette FOURNEL épouse DURNEY, AR signé
- M. Fabien BELARDI, AR signé le 02 septembre 2021
- Mme Laurie MANZI, AR signé le 02 septembre 2021

et encore

- M. Stéphane PAGNI, 2 plis avisés et non réclamés reçus après affichage
- Mme Anne-Sophie BARBIER, 2 plis avisés et non réclamés reçus après affichage

Vu le certificat du maire de TOULON en date du 30 octobre 2021 attestant de l'affichage en mairie de la notification de l'enquête parcellaire concernant :

- M. Alexandre RUSSO
- M. Jean Baptiste BOUTON
- Mme Jacqueline BURGARD
- M. Max CUNET
- Mme Axelle CUNET épouse TARDIOU
- M. Yann CUNET
- M. Nicolas PISKORSKY
- Mme Anna BUSELLI Veuve PISKORSKY
- Mme Eliane VILLECROSE Veuve NICOLAIEFF
- M. André GUIZIEN
- M. Georges GUIZIEN
- Mme Renée GUIZIEN Veuve GUILLOU
- Mme Annick GUIZIEN épouse PONT
- M. Hubert FOUAN
- M. Jean PERRON
- Mme Michèle PERROT Veuve PERRON
- M. Jean MONTY
- M. Raphaël ZARAGOZA-MARTINEZ
- Mme Caroline COURET épouse WHITE
- Mme Geneviève OURDAN épouse DUWAT
- M. Walter DOMSCHEIT
- M. Daniel BRIS
- M. Emilio TRIFARO
- M. Le Président du Syndicat des copropriétaires EY 140 La Corne d'Or
- Mme Nathalie CHOUCHANA épouse LEBLANC-CLAVERIE-CAZASSUS
- M. Claude NARI
- Mme Nathalie DUBOIS Veuve NARI
- M. Jules NARI
- Mme Marcelle NARI épouse MICHEL
- M. Louis NARI
- M. Valentin NARI
- Mme Yvette MIGAYROU épouse NARI
- Mme Nathalie NARI divorcée MARTINELLI

propriétaires n'ayant pu être touchés ;

Vu le registre d'enquête parcellaire ouvert dans la commune de TOULON à la date du 27 septembre au 29 octobre 2021, les dossiers de l'enquête ayant été laissés à la disposition du public pendant une durée effective conforme aux prescriptions de l'article R.112-19 du code susvisé ;

Vu le rapport et avis du commissaire enquêteur en date du 29 novembre 2021 ;

Vu l'arrêté du préfet du Var en date du 10 octobre 2022 qui a déclaré cessibles immédiatement, pour cause d'utilité publique divers immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers, indiqués audit arrêté et nécessaire pour parvenir à l'exécution de l'acte déclaratif d'utilité publique sus-énoncé ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par la Loi ont été remplies ; que, notamment, la déclaration d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité ne sont pas caducs ;

DECLARONS expropriés, immédiatement, pour cause d'utilité publique, au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers situés sur la commune de TOULON et désignés ci-dessous, dont l'acquisition est nécessaire pour parvenir à l'exécution de l'acte déclaratif et ce, conformément aux tableaux ci-après :

ENVOYONS l'autorité expropriante en possession des immeubles, portions d'immeubles et droits réels sus-indiqués, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles L.311-5 à L.323-3 et L.331-3 du code de l'Expropriation ;

FAIT le 30 Décembre 2022, au Palais de Justice de TOULON, par le juge de l'Expropriation du Var, sus-nommé, assisté du secrétaire de la juridiction, lesquels signent la minute de la présente ordonnance.

LE GREFFIER,



LE JUGE DE L'EXPROPRIATION,



MANDEMENT

En conséquence, la REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne :
A tous huissiers de justice sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution,

Aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'y tenir la main,

A tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ET DELIVREE PAR LE
DIRECTEUR DE GREFFE SOUSSIGNE.

 LE DIRECTEUR DE GREFFE



ETAT PARCELLAIRE

Liste des propriétaires

AAV04 - TPM - MONT FARON - COMMUNE DE TOULON

TOULON	
PROPRIETE 00005	PROPRIETAIRE REEL (Personne physique) ou SON REPRESENTANT (Personne morale)
PROPRIETAIRE - Monsieur BOUTON Jean Baptiste, Profession inconnue DATE ET LIEU DE NAISSANCE INCONNUS demeurant 36, rue de l'Hôpital - TOULON (83000) Conformément aux exigences de l'article 82 du décret 55-1350 du 14 octobre 1955, les parties n'ont pas satisfait aux obligations des articles R131-7 et R132-2 du code de l'expropriation.	

Mode	Sect. EV	Référence cadastrale			Num. du plan	Emprise		Reste		Observations (Surfaces en m² ou ca)
		N°	Nature	Lieu-Dit		N°	Surface	N°	Surface	
		37	TL	L'Hubac	14 711	323	1 875	322	12 836	CT2 - Ville de Toulon
						Total	1 875			

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON

JURIDICTION DE L'EXPROPRIATION

DOSSIER : N° RG 23/00029 - N° Portalis DB3E-W-B7H-MLLJ

AFFAIRE : **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** c/ **M. Jean-Baptiste BOUTON**, **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Minute n° 24/12

DATE DE LA DECISION : 16 Février 2024

JUGEMENT

L'affaire a été débattue à l'audience publique du 18 janvier 2024 devant Olivier LAMBERT, Vice Président, juge de l'Expropriation, assisté de Valérie DAGUENET, greffier.

A l'issue des débats, le juge de l'exécution a indiqué que le jugement, après qu'il en ait délibéré conformément à la loi, serait rendu par mise à disposition au greffe le 16 février 2024.

Dans l'affaire opposant :

La Métropole dénommée "TOULON PROVENCE MEDITERRANEE", Etablissement Public de Coopération intercommunal à fiscalité propre dont le siège est sis 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Représentée par Mme Géraldine CRESPIN, Responsable du Service travaux de sécurisation et M. Philippe BURGER, Agent du Service Action foncière

à

Monsieur Jean-Baptiste BOUTON, date et lieu de naissance inconnus, dernier domicile connu 36 Rue de l'Hôpital - 83000 TOULON

Non comparant

En présence de :

La Direction Départementale des Finances Publiques du Var - Place Besagne - CS 91409 - 83056 TOULON CEDEX

Représentée par Mme Sandrine GUINLOT-PRADO, Commissaire du Gouvernement

Copie(s) délivrée(s) le : 20/02/24 .
à : TPM
Mme Le CDG

FAITS, MOYENS ET PROCEDURE

Dans le cadre du programme de travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont Faron, la métropole Toulon Provence Méditerranée a été amenée à obtenir la maîtrise foncière des parcelles concernées par ce programme. Le 10 décembre 2019 le conseil métropolitain de la métropole approuvait le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire.

Le préfet du Var a reconnu le projet d'utilité publique et par arrêté du 10 octobre 2022 a déclaré cessibles les immeubles et droits réels nécessaires à la réalisation du programme.

Le juge de l'expropriation a rendu l'ordonnance d'expropriation le 30 décembre 2022.

Par mémoire reçu le 20 octobre 2023 vers lequel il est renvoyé pour un plus ample exposé, l'établissement métropole Toulon-Provence-Méditerranée a saisi la présente juridiction de la fixation de l'indemnité d'expropriation suite à expropriation de la parcelle EV 323.

Dans son mémoire valant offre, elle propose une indemnité principale de 4688 € et de emploi de 938 €.

La partie expropriée et ses éventuels ayant droits n'a ni écrit ni constitué avocat.

Le commissaire du gouvernement propose de retenir une indemnité principale de 4781 €, une indemnité de emploi de 956 €.

Par ordonnance du 20 novembre 2023, le juge de l'expropriation a fixé la visite des lieux au 18 janvier 2024.

Du fait de la végétation inextricable, nous n'avons pu accéder pleinement à la parcelle en question et un état des lieux fut fait sur place sur plans avec les parties présentes.

L'audience s'est tenue sur-le-champ à l'issue de la visite, l'autorité expropriante et le commissaire du gouvernement s'en tenant à leurs écritures.

* * *

MOTIFS

Sur la date de référence

Attendu que la valeur du bien exproprié doit être appréciée à la date du jugement de première instance en vertu de l'article L 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Attendu que la consistance du bien à prendre en compte s'apprécie à la date de l'ordonnance d'expropriation en application de l'article L 322-1 alinéa 1e du code de l'expropriation ;

Attendu que la date de référence nécessaire à l'appréciation de l'usage du bien doit être fixée au 16 février 2021 correspondant à la modification n° 5 du plan local d'urbanisme impactant la zone Ns ;

Sur l'évaluation du bien

Attendu que l'article L.321-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique précise que l'indemnité de dépossession doit couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain causé par l'expropriation ;

Attendu que la méthode par comparaison sur la base de terrains boisés dans ce périmètre particulier (zone Ns, espace boisé classé et plan de prévention aux risques naturels prévisibles) retenue par l'expropriant et le commissaire du gouvernement est la plus pertinente au vu de la localisation et de la consistance des lieux et sera retenue ;

Qu'il convient de fixer un prix de 2.55 € du mètre carré ;

Attendu qu'en l'état de ces éléments, l'indemnité principale de dépossession sera fixée à 4781 € ;

Attendu que l'indemnité de remplacement destinée à couvrir les frais qui seraient exposés par l'exproprié pour acquérir un bien similaire dont seraient déduits éventuellement les avantages fiscaux, peut être justement évaluée par les taux habituels dégressifs de 20% de l'indemnité principale sur la partie inférieure ou égale à 5.000€, 15% entre 5.001 et 15.000€ et 10% au-delà soit une indemnité de remplacement de 956 euros ;

Sur le surplus

Attendu que les dépens seront laissés à la charge de la métropole en application des dispositions de l'article L. 312-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

PAR CES MOTIFS

Le juge de l'expropriation statuant par jugement mis à disposition au greffe, réputé contradictoire et en premier ressort,

FIXE à 4781 euros l'indemnité principale de dépossession revenant à Jean-Baptiste BOUTON ;

FIXE à 956 euros l'indemnité de remplacement revenant à Jean-Baptiste BOUTON ;

LAISSE les dépens à la charge de la métropole Toulon Provence Méditerranée ;

REJETTE toutes autres demandes des parties ;

DIT que la notification du présent jugement devra reproduire les dispositions des articles R. 311-24 et R. 311-26 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux prescriptions de l'article R. 311-30 dudit code.

LA GREFFIERE

LE JUGE DE L'EXPROPRIATION

MANDEMENT
En conséquence, la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne :
A tous huissiers de justice sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution.
Aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'y tenir la main.
A tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
COPIE CERTIFIÉE CONFORME ET DELIVRÉE PAR LE DIRECTEUR DE GREFFE SOUSSIGNÉ



